

L'ÉDITO

Souveraineté économique et crise qui vient



Claude REVEL

est depuis le 4 décembre 2019 présidente fondatrice de la société INFORMATION & STRATEGIES, spécialisée dans l'information stratégique nationale et internationale, l'influence professionnelle et l'éthique, les enjeux numériques et depuis le 2 janvier 2020 présidente du GIE France Sport Expertise et conseillère stratégique et influence du groupe SKEMA. Claude REVEL a été Déléguée interministérielle à l'intelligence économique auprès du Premier ministre entre mai 2013 et juin 2015, puis Conseillère maître en service extraordinaire à la Cour des comptes entre juin 2015 et novembre 2019. Claude REVEL a une longue expérience au service de l'Etat (ministères de l'Équipement, du Commerce extérieur et des Affaires étrangères, de 1980 à 1989), mais surtout dans la promotion des acteurs économiques français et internationaux à l'international. C'est dans ce domaine qu'elle fut un des pionniers français de l'intelligence économique et de l'influence professionnelle. Elle a également publié de nombreux articles et ouvrages, notamment en 2012, «La France, un pays sous influences ?», aux éditions Vuibert.

Au mois de novembre 2020, le FMI disait qu'en France « La réduction du déficit ne doit pas être une source de préoccupation tant que la crise persiste ». Dans son rapport de janvier 2021 sur l'économie française, il prévoit pour 2021 une croissance de 5,5% du PIB de notre pays, après une contraction de 9% environ en 2020. Il insiste désormais sur le déficit budgétaire du secteur public qui selon lui s'élève à 7,7% du PIB cette même année. Et son chef de mission en France déclare : «La dette en France est élevée et nous pensons que le moment est venu d'élaborer et d'approuver un plan d'assainissement budgétaire crédible à moyen terme».

C'est le début du retournement attendu et de la reprise en mains. La crise non seulement n'est pas terminée mais va vraiment commencer. On sent bien que les injonctions internationales et certainement européennes vont se multiplier et se faire de plus en plus pressantes sur la France.

Dans ces conditions, la sécurité économique de notre pays et son autonomie stratégique, ou souveraineté économique, vont être mises à rude épreuve. L'affaiblissement des entre-

prises, qui ne seront plus soutenues par les prêts et reports de paiement, comme celui de l'Etat, qui devra trouver des ressources par tout moyen, va attirer des investisseurs nationaux, européens et internationaux sérieux mais aussi beaucoup de prédateurs.

Concernant les investissements étrangers, il est plus que jamais indispensable de disposer, à côté des décrets existants, d'une doctrine d'emploi simple, cohérente, régulièrement mise à jour, pas nécessairement publiée, mais néanmoins robuste, définissant quelques critères de l'intérêt stratégique d'une entreprise ou d'une activité publique ou parapublique à laquelle l'Etat doit porter une attention particulière : par exemple, monopole ou quasi sur une approximation vitale, qualité de seul dernier producteur ou fournisseur d'un bien ou service essentiel, avance ou savoir-faire uniques industriels et/ou technologiques avérés... Il existe déjà des opérateurs d'importance vitale mais ces critères doivent pouvoir s'appliquer à d'autres entreprises et activités de toute taille qui les remplissent.

Dans ce cadre, deux attitudes sont tout aussi regrettables : celle d'abord qui caricature et raille le concept de souveraineté, comme le fait entre autres le dernier rapport de la Fondapol, qu'on a connue mieux inspirée, entre « mythe du potager » et « tentation de l'autarcie », tout en proposant sur le fond quelques critères pas très éloignés de ceux exposés ci-dessus, comme si le mot leur brûlait la plume. Cette analyse conduit aussi les auteurs à ne pas se soucier du déficit commercial, tant que les flux financiers sont suffisants. Bref la fin de toute politique industrielle, l'industrie n'étant plus indispensable. Cela nous rappelle des souvenirs peu glorieux. L'autre attitude, à l'inverse, est de refuser un investissement étranger sans critères clairement identifiés, ce qui peut laisser penser au fait du prince et décrédibiliser notre pays nationalement et internationalement. En ce sens, la posture prise par le gouvernement sur Carrefour est étrange.

À côté de la doctrine, il faut mettre en place dans les régions une collaboration entre Etat et collectivités territoriales, un système solide et pérenne de remontée rapide d'informations sur la santé économique des entreprises locales. Il y a en effet fort à parier qu'en même temps que l'argent magique va disparaître, les failles existantes amplifiées par le covid vont obliger les entreprises à se tourner vers ceux qui n'attendent que cela, notamment des fonds parfois plus intéressés par leurs actifs que par le développement de leurs activités. Les fonds stratégiques publics qui ont été créés par Bercy et par le ministère de la Défense, la BPI, les banques

des territoires doivent impérativement être mis à contribution pour soutenir capitalistiquement temporairement des entreprises saines dans la phase potentiellement désastreuse de trois à quatre ans qui s'annonce. Il ne s'agit pas que de haute technologie mais d'entreprises, d'emplois et de savoir-faire qui pourraient disparaître. Il nous faut pousser Bruxelles à faire sortir des limbes les fonds de souveraineté européens, organismes de placement collectif répondant aux normes européennes investissant dans des entreprises de croissance. Et sûrement d'autres outils.

Il sera aussi nécessaire que le gouvernement s'applique ces critères de souveraineté à lui-même et ne cède pas à la tentation (peut-être à la pression extérieure ?) de privatiser ses infrastructures rentables. Il faudrait au contraire que les décideurs publics profitent de la période pour geler les grands meccanos incertains (de type projet Hercule pour EDF) et se recentrent sur une protection absolue et un développement des infrastructures qui sont l'avenir du pays.

Les décideurs publics ne doivent pas se laisser impressionner par les accusations de protectionnisme et de « repli dangereux », habituels et pauvres arguments de ceux qui ne semblent pas voir, par exemple, que le Président Biden à peine arrivé renforce le Buy American Act. Il est temps d'ailleurs que les marchés publics soient utilisés en partie comme soutien à l'activité des entreprises comme aussi en Allemagne ou aux Pays-Bas. Le lien allant de la recherche fondamentale à l'industrie doit être repensé. Tout cela peut et doit se faire dans le cadre d'un fonctionnement équilibré des marchés.

Il est temps, enfin, que dans la même période l'administration se refonde en distinguant ses missions, essentielles et non essentielles, et en repensant l'organisation de leur prise en charge, en utilisant ses capacités internes qui sont grandes et en maîtrisant plusieurs de ses addictions, du mouvement perpétuel de création de structures au recours à des prestataires extérieurs, en passant par la pensée magique du « on l'a dit donc on l'a fait ».

Si la période très dure qui va arriver sert au moins à recentrer l'Etat sur ses priorités, à les protéger, à nous rendre le plus vite possible collectivement plus forts pour affronter les défis où nous pouvons réussir, elle ne sera pas totalement perdue pour le pays. Seul a été traité ci-dessus le terrain économique, la même approche doit être mise en œuvre sur les autres, en particulier pour la protection et la restauration des libertés ●

REGARD D'EXPERT

Crise gouvernementale en Italie : les conséquences du duel Conte-Renzi



Laura GHIRINGHELLI

Diplômée en Droit international (Université Alma Mater de Bologne) et en Science politique (Université de Lyon III), Laura GHIRINGHELLI a eu plusieurs expériences à l'international, notamment auprès de l'Ambassade française à Rome, avant de rejoindre ESL en 2013 où elle est aujourd'hui directrice.

« L'avocat du peuple », l'homme à abattre ?

Le 13 janvier dernier, l'ancien Président du Conseil italien, Matteo Renzi, aujourd'hui Président de son parti Italia Viva (Iv), mettait ses menaces à exécution en annonçant le retrait de ses ministres du gouvernement de coalition auquel il appartenait aux côtés du Mouvement 5 étoiles (M5S), du Parti démocrate (PD) et de Liberi e Uguali (LeU).

Tout en dénonçant un plan de relance économique « dénué d'ambition et d'âme », il accusait le locataire du Palazzo Chigi, Giuseppe Conte, d'avoir outrepassé ses pouvoirs en centralisant la gestion des fonds via la mise en place d'une « task force ». Sous l'égide de deux ministres techniques (Gualtieri à l'Économie et aux Finances et Patuanelli au Développement économique) et six chefs de file extérieurs au gouvernement, baptisés « managers », cette structure ad hoc devait assurer le suivi des projets prévus dans le cadre du Piano nazionale di ripresa e resilienza (PNRR).

Si Matteo Renzi a été le plus audible sur la scène médiatique, la mise en place de cette gouvernance autour du PNRR avait suscité des remous au sein d'un Parlement qui s'était senti dépossédé. En réalité, derrière ce duel entre les deux hommes, se cache une partie de la classe politique italienne voyant désormais le Premier Conte, dont la popularité reste élevée, comme une menace, et ne se réjouissant que modérément de le voir s'attribuer les mérites du pactole en provenance de l'Union européenne (L'Italie va recevoir plus de 200 milliards € sur un total de 750 pour l'ensemble des 27 pays).

Mais le pari du Florentin s'est avéré – pour le moment – perdant : ses propositions concernant l'avenir de son pays sont passées inaperçues et son image s'est, in fine, dégradée aux yeux des Italiens, lassés des jeux tactiques : selon un récent sondage le parti renzian n'est crédité que de 3% des intentions de votes, quand la Lega de Matteo Salvini conserve sa première place avec 23,5%, suivie par le PD à 19,6%.

Et I et II et Conte III ?

Si le Parlement lui a accordé sa confiance, il a obtenu la majorité absolue à la Chambre des députés, mais seulement une majorité relative au Sénat, avec 156 votes en sa faveur, c'est un Giuseppe Conte fragilisé, voire dos au mur, qui a finalement présenté, en début de semaine, la démission de son deuxième gouvernement, après un peu plus de 500 jours d'existence. Cet ancien avocat veut tenter de former un nouvel exécutif et sortir la péninsule de cette crise politique, économique et sanitaire.

Il faut souligner que les enquêtes d'opinion montrent que 80% des Italiens sont contre les élections anticipées, traduisant le décalage entre la situation actuelle et les préoccupations réelles des Transalpins. Bien que le retour aux urnes avant 2022 ait fréquemment pu être évoqué, la fenêtre de tir est en réalité réduite. En effet, les élections devraient avoir lieu avant le « semestre blanc » : le mandat du Président Sergio Mattarella se terminant en février 2022, il ne peut dissoudre le Parlement au cours des six derniers mois. Ce garde-fou, prévu dans la Constitution italienne, est destiné à éviter toute manœuvre pouvant influencer sur la réélection ou la succession du Chef de l'Etat. Par ailleurs, une récente réforme a entériné le fait qu'un tiers des sièges des députés seront supprimés après les prochaines élections, réduisant l'appétit de certains pour un vote.

La chasse au consensus politique s'est donc ouverte. La prudence quant à l'issue des consultations – dont la première phase se tiendra jusqu'à vendredi au Quirinal – reste de mise.

Conte s'est fixé l'objectif de rester jusqu'à la législature en 2023. Le cas échéant, il aura piloté trois gouvernements avec trois majorités différentes – à la fin de l'été 2018, il avait déjà survécu à la crise provoquée par son ancien allié, Matteo Salvini, en changeant les couleurs de sa coalition.

Un des scénarios serait, en effet, qu'il parvienne une nouvelle fois à renaître de ses cendres avec une majorité élargie, pro-européenne dite « majorité Ursula » (en référence aux forces politiques qui, en juillet 2019, ont fait élire à Strasbourg la présidente de la Commission européenne). En plus du Pd-M5S-Leu, il pourrait compter sur l'appui d'une poignée de personnalités dites « responsables » de centre droit notamment issues des rangs de Forza Italia, parti de Silvio Berlusconi. Le retour de Renzi, auquel le M5S est aujourd'hui opposé, pourrait alors être envisagé, et serait contrebalancé par ce petit groupe qui enlèverait à Italia Viva son rôle de pivot. Cependant, Matteo Salvini, qui s'est entretenu avec Silvio Berlusconi, veut proposer d'autres solutions et ainsi freiner les ardeurs de ceux qui seraient tentés de rejoindre un gouvernement d'unité nationale.

Le regard attentif de l'Union européenne

Le pays est dans la tourmente alors que 2021 est une année décisive, tant sur la scène internationale, où l'Italie a pris la tête du G20 et pilotera en partenariat avec le Royaume Uni l'organisation de la COP26 à Glasgow, que sur le plan national où le prochain gouvernement devra relancer le moteur de la troisième économie de la zone euro, enravé par une pandémie qui ne faillit pas (pas de 80 000 décès), en défendant sa feuille de route auprès de la Commission européenne.

La désignation d'une nouvelle équipe doit donc être rapide pour rassurer les Italiens, mais également l'Europe – qui surveille avec attention les évolutions politiques dans la péninsule – sur la capacité du pays à faire face aux prochains défis qui l'attendent.

Si l'enveloppe accordée par Bruxelles est historique, puisque cette somme représente 11% du PIB annuel, c'est aussi un défi gigantesque : en moyenne, chaque année, les Italiens ne parviennent à consommer qu'environ 40% des fonds reçus. Aujourd'hui, ces aides doivent permettre à une Italie à la croissance atone de déployer des investissements importants avec plusieurs priorités déjà définies, allant de la transition écologique, au numérique, au soutien à l'éducation et à la recherche, mais également à la cohésion sociale et territoriale, et à la santé ●

REGARD D'EXPERT

Les marques dans la tempête démocratique



Florent DUBOS

partner d'Antidox, est spécialisé dans les stratégies de marques, le planning stratégique et les stratégies digitales. Après avoir dirigé le planning stratégique au sein d'agences comme

TBWA Corporate, Havas360, et Publicis Activ, il a dirigé l'innovation et le développement de McCann en France. Il fonde Brandism en 2016 pour aider les marques à piloter les enjeux sociétaux. Il est aussi le cofondateur de superworks.fr qui mixe expertise technologique et créativité digitale.

Plusieurs dizaines de grandes marques et d'entreprises ont réagi aux événements du 6 janvier 2021. Prises de parole sur les réseaux sociaux, spots publicitaires, suspension des donations politiques, arrêt des subventions de certains sénateurs Républicains, licenciement d'émeutiers... Car au-delà des réactions des plateformes face à Donald Trump - de Twitter à Facebook/Instagram en passant par YouTube, Shopify, Spotify, Twitch, Snapchat, ... - et aux questions qu'elles posent, il est intéressant de regarder les réactions des marques à ces événements.

Au lendemain des événements, une étude a montré que près de la moitié des consommateurs avaient une image plus positive des marques condamnant ces émeutes tandis que 43% déclaraient vouloir acheter plus de ces marques-là. (source : Morning Consult/Politico). La marque Ben & Jerry traditionnellement très engagée dans les combats sociétaux a posté un tweet sans équivoque :



Le tweet a généré 500K likes, contre quelques centaines pour leurs publications en temps normal.

De nombreux CEO d'entreprises américaines ont pris la parole pour exprimer leur rejet de la violence : Mary Barra chez General Motors, Chevron, Coca-Cola, Verizon, American Express, Boeing, AT&T, UPS, Axe, ... La liste est longue des entreprises et marques qui se sont exprimées sur ce sujet. Cela marque-t-il un tournant ou cela était-il en gène dans la communication des marques américaines ? Ce qui est certain, c'est que dans un pays profondément divisé voire fracturé, cette prise de parole ne va pas de soi et n'est pas sans conséquences potentielles pour leur business tant le soutien aux émeutes reste élevé chez les électeurs Républicains.

Cela montre l'ampleur du choc ressenti et peut-être aussi l'impossibilité désormais pour les marques et les entreprises, qui s'inscrivent de plus en plus dans la vie quotidienne des gens via leur présence digitale, de ne pas prendre la parole sur des sujets politiques aussi importants. On ne peut pas à la fois être réactif sur les réseaux sociaux pour chaque événement d'un calendrier (la Fête Nationale, la Journée des câlins...) et ne pas réagir face à une tentative de coup d'état.

Comment cela a-t-il été rendu possible ?

La communication a toujours accompagné les transformations des

sociétés, parfois en les anticipant. Les marques qui parlent traditionnellement aux consommateurs parlent à eux citoyens (ou à minima aux consommateurs et aux citoyens). Les marques qui s'engagent traditionnellement un produit accompagné parfois d'un engagement sociétal, portent ici un discours de soutien aux valeurs et aux principes démocratiques.

Est-ce la force intrinsèque des événements, la puissance des images et la réalité de la menace qui a poussé des acteurs aussi nombreux, divers et importants en termes économiques, à prendre la parole ? Ou bien assiste-t-on à un glissement progressif de l'engagement des marques, d'un engagement sociétal à un engagement politique ? L'évolution, non pas de la doctrine, mais de la pratique des plateformes numériques vis-à-vis des discours appelant à une insurrection anti-démocratique est déjà un signe (même s'il répond en partie à une anticipation face à des menaces législatives américaines).

Les marques peuvent-elles s'engager dans le combat démocratique ?

Cette question peut sembler hors de propos, mais qui aurait parié il y a 30 ans que ces mêmes marques s'engageraient pour l'environnement, la diversité, la parité... ? On disait à l'époque que ce n'était pas le champ des marques ou des entreprises, qu'elles n'étaient pas légitimes. Aujourd'hui on parle d'entreprises à mission, de marques engagées, de « purpose ». Alors oublions un instant la question de leur légitimité pour regarder celle de leurs intérêts.

Car les marques sont à la fois des leaders de marché mais aussi des leaders d'opinions, elles cherchent à rassembler autour de leurs valeurs, pour conquérir de nouveaux consommateurs. Et si la démocratie était la nouvelle valeur des marques ?

REGARD D'EXPERT

GameStop ou l'émergence d'un nouveau fait social : les forums de discussion comme force d'influence sur la bourse



Alexandre KAHN

Diplômé d'un master d'histoire politique et de l'École de guerre économique en stratégie et intelligence économique, Alexandre Kahn rejoint l'équipe de campagne d'un candidat à l'élection présidentielle

en 2017. Au sein du pôle projet, rédaction et relations socio-professionnelles, il a pu construire des compétences en analyse et communication dans un environnement compétitif. Passionné par la confrontation des idées et la communication d'influence, Alexandre intègre l'équipe d'Antidox en 2019 en tant que consultant.

En l'espace de quelques jours, le forum de discussion Reddit a été à l'origine d'un fait social nouveau : l'action conjointe de particuliers a eu un impact sur le cours de la bourse. Alors que l'action de la chaîne de magasins de jeux vidéo GameStop était une des plus "shortées" du S&P 500, un mouvement de nouveaux boursicoteurs a réussi à faire plier un hedge fund spéculatif. Ils ont dans cette entreprise profité de l'appui d'Elon Musk, qui s'est emparé de l'occasion pour fragiliser un adversaire historique. Assisté-t-on à la naissance d'une ochlocratie et d'un populisme boursier ?

GameStop, d'un cas désespéré à une euphorie d'une nouvelle forme

GameStop, société américaine fondée en 1984 sous le nom de Badage's, vend des jeux vidéo en magasins. L'entreprise est prospère et rachète par exemple le distributeur français Micromania en 2008. Au début des années 2010, au gré de la montée de la vente de jeux vidéo en ligne, le chiffre de ventes de GameStop entame une baisse durable, passant de 9,5 milliards de dollars en 2011, à 6,4 milliards en 2019 (Statista).

Le cours de la bourse s'en fait l'écho, avec une baisse qui semble inexorable après une séquence ininterrompue qui s'étend sur 6 ans. Et puis, le 11 janvier dernier, Ryan Cohen, co-fondateur de Chewy, société de ventes en ligne d'aliments pour animaux de compagnie, entre au comité exécutif de GameStop, portant avec lui l'espoir d'un shift de l'entreprise vers la vente en ligne. Un mouvement spontané de petits boursicoteurs émerge alors dans la section ("subreddit") r/WallStreetBets du forum de discussions Reddit, où les utilisateurs s'encouragent mutuellement à acheter des actions GameStop. À tel point que l'action double entre les 12 et 14 janvier.

Or, depuis plusieurs années, la baisse de l'action GameStop est accentuée par des transactions de vente à découvert réalisées par des fonds spéculatifs - c'est d'ailleurs l'action du S&P 500 la plus "shortée" en 2020. Parmi les vendeurs à découvert les plus actifs figurent notamment : Citron Research et, surtout, Melvin Capital Management.

Twitter, medium d'une vengeance

Melvin Capital Management est en particulier connu pour être un "shorter" historique de l'action Tesla, son fondateur Gabe Plotkin s'est de surcroît publiquement félicité. Les difficultés rencontrées par Melvin Capital Management offrent alors à Elon Musk une opportunité de revanche, lequel se fend d'un tweet le 26 janvier "Games-tonk!!", relayant au passage le lien vers le subreddit r/WallStreetBets - le tweet devient rapidement viral pour atteindre 243k engagements dont 41,5k retweets.

Sur Twitter, la tendance explose les jours suivants, essentiellement aux Etats-Unis, avec 239,3k publications qui génèrent 7,4 millions d'engagements. En bourse, le cours s'emballe pour atteindre 347,5 dollars à la clôture mercredi soir, après avoir enregistré une hausse journalière de 134%.



Une tendance sur Twitter soutenue sur plusieurs jours aux Etats-Unis, qui ne reflète pas avant que tard dans la soirée du 27 janvier

L'ombre du "Gamergate" ?

Un mouvement de foule sur les réseaux sociaux provoqué par un milliardaire désireux d'en découdre avec un adversaire : l'histoire ne manquera pas de faire songer au "Gamergate" (août 2014), mouvement massif de harcèlement en ligne principalement centré contre deux journalistes américaines, sur fond de contestation idéologique d'extrême droite contre les "collusions" alléguées entre les journalistes "liberals" et l'industrie du jeu vidéo.

Si le mouvement avait été amplifié sur Twitter dans des proportions similaires à celles observées dans le cadre de la polémique GameStop (316k tweets en 72h), il était né, comme dans le cas de GameStop, sur un forum de discussions - 4chan en l'occurrence, espace d'échanges préempté par les militants de l'alt-right américaine. Comme dans le cas de GameStop, le mouvement avait profité, sur Twitter, des relais de personnalités influentes sur la plateforme, à commencer par Milo

Yiannopoulos, influenceur alt-right définitivement banni de Twitter en 2016

Le "Gamergate" intervenait alors concomitamment à la vendetta menée par Peter Thiel, co-fondateur, avec Elon Musk, de PayPal et fondateur de la société Palantir, contre le média Gawker, dirigée par le co-fondateur de PayPal, le tout sous le sceau du secret et par le biais de plusieurs intermédiaires (voir Conspiracy, Ryan Holiday, 2018). S'il n'y a pas de preuve que Peter Thiel fût à l'origine du mouvement "Gamergate", les actions militantes menées par les "gamergaters" avaient, de facto, ciblé Gawker dans le cadre de l'opération "Baby Seal", une campagne de mails coordonnée visant à dissuader les agences publicitaires d'héberger du contenu sur le site du média pour en faire baisser les revenus.

La comparaison entre le "Gamergate" et la polémique GameStop s'arrête probablement là. Si tant est que l'intervention de Peter Thiel fut vraie, ce dernier ne l'a pas revendiquée publiquement, au contraire d'Elon Musk. De surcroît, elle ne reposait pas sur les mêmes fondements, bien qu'une dimension populiste du mouvement observé sur GameStop semble clairement se dégager.

Activisme contre activisme, naissance du populisme boursier ?

Phénomène social d'un genre nouveau, où une action conjointe de particuliers a un impact sur la bourse et en fait augmenter la volatilité, l'interprétation des faits en tant que lutte contre David et Goliath a rapidement été celle des médias américains structurants de tendance progressiste Associated Press, New York Times ou Washington Post.

Un narratif émergeant renforcé par la décision des fonds Citron Research et Melvin Capital Management de mettre un terme à leurs positions "shorteuses" sur GameStop, après avoir perdu plus de 5 milliards de dollars dans l'opération depuis le début du mois de janvier.

Une victoire symbolique pour les contributeurs de r/WallStreetBets, dont les actions se sont également portées sur le cours de l'action BlackBerry... Un mouvement qui a eu des répercussions dans la sphère politique, la sénatrice démocrate Elizabeth Warren appelant, sur Twitter, la Security Exchange Commission (SEC) à davantage de contrôle des actions des fonds spéculatifs, qui ont traité le marché des valeurs "comme leur propre casino personnel".

Sur r/WallStreetBets, un utilisateur publie une "Lettre ouverte à Melvin Capital, CNBC, aux Boomers et à WSB [WallStreetBets]". Elle récolte plus de 78,5k votes positifs, qui relate les drames familiaux de l'utilisateur qui ont résulté de la crise financière de 2008 et vante la révolte des "millennials" contre les "manipulateurs obscènes du marché" et les médias "promouvant l'agenda des institutions". La naissance d'un populisme boursier ?

À propos de nous



Xavier DESMAISON
CEO

x.desmaison@antidox.fr

Antidox est un cabinet de conseil en stratégie de communication et d'opinion à forte dominante digitale. Antidox positionne les dirigeants au cœur des débats d'idées et connecte les organisations à leur écosystème : des décideurs aux influenceurs, des consommateurs aux collaborateurs.



Alexandre MEDVEDOWSKY
Président du Directoire

alexandrem@eslnetwork.com

Le Groupe ESL & Network s'est imposé comme l'un des leaders français et européens de l'intelligence économique, de l'accompagnement stratégique et des affaires publiques. ESL & Network conseille aujourd'hui les plus grandes entreprises françaises et les accompagne dans leurs décisions stratégiques, en France comme à l'international. Le Groupe conseille également des Etats et gouvernements.